



la Lettre d'ENSEMBLE!

Pour l'égalité

Chaque année, le 8 mars est l'occasion de rappeler l'importance de la lutte des femmes et de mettre en avant leurs multiples revendications. Ce 8 mars, marqué par la crise sanitaire et sociale, manifeste plus que jamais l'injustice fondamentale de nos sociétés. Alors que les femmes sont les « **premières de corvées** », étant largement majoritaires dans les professions qui permettent à la société de tenir bon, elles n'ont toujours pas gagné l'égalité salariale et sociale qui leur revient. Il y a deux ans en Espagne la grève et les manifestations avaient rassemblé par centaines de milliers les femmes. C'est ce type de mouvement qu'il convient de préparer. C'est pour cela qu'il faudra être dans la rue ce 8 mars. Parce que l'égalité ne sera toujours qu'un vain mot tant que les femmes ne l'auront pas conquise.

Nous contacter :

 contact@ensemble-fdg.org

 [@Ensemblefrontdegauche](https://www.facebook.com/Ensemblefrontdegauche)

 [@Ensemble_FdG](https://twitter.com/Ensemble_FdG)

8 mars : nos luttes changent la vie entière...



Avec la pandémie, le temps s'est brutalement contracté... On peine à croire qu'il y a un an, pourtant si proche et si incroyablement lointain, le 8 mars 2020 à nouveau en France était au rendez-vous, convergence de puissance et de mobilisations : mobilisations des gilets jaunes, mouvement contre la réforme des retraites, place des femmes dans le monde du travail (« *les premières de corvée* » avec les Rosies), violences faites aux femmes dans la suite de #MeToo, dans un contexte de mobilisations internationales massives pour le droit à l'avortement, la lutte pour l'intégration des revendications féministes dans les mouvements liés aux révolutions arabes...

Le confinement a brutalement refermé ses portes sur la rue, et tout semble s'être suspendu... Sauf pour les femmes, précisément, en première ligne de cette période, aussi bien à la maison, au risque de violences accrues sur elles et/ou leurs enfants, à l'hôpital ou dans les magasins d'alimentation.

Pourtant, les mouvements mûrissent et grossissent au creux des cœurs et des consciences, libérant des vagues déroutantes parfois. Jamais en retard de contre-offensive, la droite dure et la droite extrême, les Eglises de toutes confessions, labourent idéologiquement pour contrer **ces déferlantes imprévisibles de liberté et d'émancipation**. Leurs visions réactionnaires s'infiltrèrent partout, y compris en France pour refuser l'allongement du délai pour pratiquer un IVG. Quant à la Pologne ou à tant d'autres pays, on s'effraie de ce qu'il en est !

Pour les femmes du monde entier, le droit de se battre collectivement pour enfin pouvoir disposer de soi, de son propre corps, de sa voix, est plus que jamais l'enjeu du 8 mars ! Pour le droit à la contraception et à l'avortement, la préservation de son intégrité physique et psychologique contre les violences, l'égalité des salaires et l'accès à tous les métiers, le refus de l'infériorisation constante, la protection et l'accueil des personnes migrantes, exilées, réfugiées, enfants, personnes à la rue, précaires, pour des unions libres et non forcées par les traditions, pour le droit à la terre, l'accès à l'eau et à la nourriture, aux vaccins et aux médicaments... Tout ce qui fait qu'on se sent vivante, heureuse et libre de ses choix. A Paris, le 7 mars, plus de 30 organisations féministes se retrouvent sur la place de la République pour manifester ensemble, montrer force et union. Le 8 mars, elles appellent aux côtés des syndicats CGT, FSU et Solidaires à la grève et à manifester. Promesse que nous puissions commencer cette année par une grève des femmes !

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

La lutte des femmes est internationale

La pandémie a produit partout les mêmes effets sur la situation des femmes dans le monde : les femmes sont indispensables au fonctionnement de la société, mais **invisibilisées** en permanence. En France, on applaudit les « premières de corvées » mais on se garde bien de les rémunérer en conséquence.

Les femmes représentent **2/3 du travail mondial**, mais touchent seulement **5 % du revenu mondial**. Pourquoi ? Parce que la plus grande partie du travail des femmes n'est pas salariée (source OIT). Les femmes du monde ont également en commun d'être **victimes de violences conjugales**, de mutilations sexuelles, de politiques de viols utilisés comme armes de guerre. Elles doivent toujours lutter pour être maîtresses de leur corps, de leur fécondité comme l'illustrent deux exemples contraires récents. Depuis des années les femmes polonaises luttent pour préserver le peu de droit à l'IVG qui leur est concédé, et malgré des manifestations imposantes, celui-ci vient de reculer. Depuis des années les femmes argentines luttent pour obtenir ce même droit, et elles viennent de gagner. A chaque fois, la droite et les églises s'allient **contre leur droit à décider de leur vie**.

Dans de nombreux pays, les femmes doivent encore se battre pour être représentées à égalité dans les institutions. La Kanaky n'y déroge pas : alors que les indépendantistes sont majoritaires au congrès pour la 1ère fois, une seule femme pour dix hommes a été élue au nouvel exécutif. Le collectif « **femmes en colère** » s'en indigne. Une centaine de manifestant.es a protesté. Ce qui est revendiqué : avoir un secteur propre aux seuls droits des femmes avec une ligne budgétaire précise et des objectifs clairs, et l'application de la parité. Dans les pays où la parité est la loi, c'est aux postes genrés attribués respectivement aux femmes et aux hommes qu'on mesure l'ampleur du chemin qui reste à parcourir. Dans les pays du Maghreb, les constitutions ne reconnaissent pas les mêmes droits. Trop souvent, ce sont les religions, souvent d'État, qui décident des actes de la vie de tous les jours, autorisés ou non : conduire, se rencontrer, dépendre de soi ou du père, du frère ou de tout autre mâle de la famille, hériter à égalité, choisir sa tenue vestimentaire. **Et pour terminer, évoquons les discriminations de genre, de classe, de race, lesbo-bi-transphobes cumulées par certaines et qui sont encore sanctionnées de peine de mort dans certains pays.**

Les femmes, premières de corvée.



Caissières, vendeuses, aides-soignantes ou infirmières, enseignantes, auxiliaires de vie, femmes de ménage, salariées des services public... Les femmes sont bien les « premières de corvée », occupant souvent des emplois dont la crise sanitaire a mis en évidence le caractère indispensable, tout autant

que les faibles salaires, les conditions de travail difficiles, la **surexposition aux risques** de contamination, et fréquemment la précarité. En 2021, les femmes sont les plus nombreuses parmi les travailleur/ses pauvres, situation souvent due au temps partiel imposé. La pauvreté des familles monoparentales les touche en priorité. Si depuis 2010 le taux de chômage officiel des femmes en France est identique à celui des hommes, c'est au prix d'une précarité plus grande des emplois et, parfois, d'une « inactivité » qui fait disparaître des statistiques un chômage bien réel. Tous temps de travail confondus, les salaires des femmes restent depuis des années **inférieurs de 25 % en moyenne** à ceux des hommes – d'où un appel intersyndical à arrêter le travail le 8 mars à 15h40, moment où les salariées commencent à travailler gratuitement.

Cette inégalité, ajoutée à l'effet du temps partiel et des interruptions de carrière, aboutit à des pensions de retraite nettement inférieures pour les femmes. L'inégalité au travail est renforcée par **l'inégalité dans la sphère domestique** : les différences de répartition du temps consacré aux tâches ménagères n'ont quasiment pas diminué depuis 2003. Ce sont les tâches les plus astreignantes, les plus régulières et les moins gratifiantes que les femmes assument quotidiennement. La crise sanitaire, avec le télétravail et le confinement, a aggravé la charge de travail des femmes et leur charge mentale, en effaçant la frontière entre vie privée et travail. Les soins aux personnes âgées ou dépendantes dans le cadre familial reposent aussi très majoritairement sur elles. Les politiques néolibérales aggravent cette situation : flexibilisation de l'emploi, remise en cause et marchandisation des services publics, réforme de l'assurance chômage, réformes successives des retraites.

Ce 8 mars est l'occasion de mettre en avant les luttes pour l'égalité salariale, contre la précarité, pour la défense des services publics.